



COMPTE-RENDU DU CTM DU 07 FEVRIER 2014

Cher(e)s collègues,

Le 7 février 2014 s'est tenu à Bercy un comité technique ministériel. Il s'agissait d'une deuxième convocation, le précédent CTM ayant été boycotté par certaines organisations syndicales, ce qui n'avait pas permis d'atteindre le quorum.

L'ordre du jour était le suivant :

- projet de décret visant à pérenniser l'examen de B en A à la DGCCRF ;
- projet de décret visant à améliorer le reclassement des B en A ;
- approbation du procès verbal du CTM du 8 octobre 2013 ;
- projet de dispositif ministériel d'accompagnement des réorganisations ;
- projet ministériel de mutualisation des fonctions support.

Après les habituelles déclarations liminaires dont la nôtre que vous trouverez sur nos sites CFTC Finances et UNSA Finances, les débats ont commencé :

- concernant le projet de décret visant à pérenniser l'examen de B en A à la DGCCRF, la CFTC et l'UNSA, ainsi que la CFDT ont voté pour, tandis que les fédérations CGT, Solidaires et FO se sont abstenus.

Pour nos fédérations CFTC et UNSA, ce texte pérennise l'examen professionnel de B en A, ce qui dans une période où les taux de promotions sont en chute libre, est toujours un plus pour les agents de la DGCCRF ;

- concernant le projet de décret de reclassement de B en A, **nos fédérations CFTC et UNSA se sont abstenues** avec l'ensemble des autres fédérations. Nous considérons que ce texte est une avancée pour tous nos collègues qui ont été lésés par des problèmes d'enjambement d'échelon. Néanmoins, nous ne pouvons décemment voter en faveur d'un texte dont l'administration admet qu'il n'est pas encore définitif et qu'il pourrait subir des modifications de la part de la DGAFP.

Cependant, nous actons la reconnaissance par l'administration de l'injustice qu'ont subie nombre de collègues victimes des enjambements d'échelons.

A noter qu'au cours de la première partie de ce CTM, la fédération Solidaires Finances a interpellé le Secrétaire Général sur une fiche d'impartialité que la DDI de Poitiers demandait à ses agents de remplir. Cette fiche demandait aux agents de cette

DDI d'indiquer par écrit à son supérieur hiérarchique, ses convictions politiques, religieuses, associatives, et même les commerçants fréquentés pour ses courses (également par sa famille) !

Le Secrétaire Général a indiqué que cette fiche avait été retirée. **La CFTC et l'UNSA s'indignent que de telles pratiques foulant aux pieds notre constitution puissent être mises en œuvre par un responsable d'administration quel qu'il soit !!!**

Les fédérations CGT et Solidaires quittent le CTM à l'issue de ce vote. **Seules restent en salle les fédérations FO , CFDT et UNSA.**

Le Secrétaire Général aborde le projet de dispositif ministériel d'accompagnement des restructurations. **Nos fédérations CFTC et UNSA rappellent que, si elles ont participé aux groupes de travail ayant trait à ce sujet, elles ne cautionnent aucunement les plans stratégiques en cours, destructeurs d'emplois.**

Nous rappelons avec force notre volonté de voir revaloriser le chapitre ayant trait aux rémunérations, les autres fédérations tenant le même discours, la CFDT rappelant au passage qu'elle souhaitait que les agents restructurés puissent bénéficier d'une priorité sur les tableaux de mutation et qu'elle regrette que sa proposition n'ait pas été retenue.

Le Secrétaire Général a alors indiqué à nos fédérations qu'il était prêt à ouvrir une discussion sur le thème de la revalorisation des primes de restructuration de services, que les textes de 2008 sur ce sujet peuvent être revus en concertation avec les fédérations présentes. Cette proposition répond à une demande faite par nos deux fédérations.

De même, après de vives interventions de la part de la CFTC, l'UNSA et FO sur la Douane, sur le manque de dialogue social dans cette administration , sur les risques de durcissement du mouvement social, le Secrétaire Général a proposé d'ouvrir une discussion sur des mesures d'accompagnement au sein de cette administration. Les fédérations présentes FO , CFDT et UNSA / CFTC ont accueilli favorablement ces ouvertures sous réserve qu'une réunion sur ces sujets se tienne avant le 20 mars prochain.

Le vote sur le dispositif ministériel d'accompagnement a été le suivant : abstention de la CFTC, l'UNSA, de FO et de la CFDT.

Concernant la mutualisation des fonctions supports, les fédérations ont exigé de pouvoir disposer de documents et de chiffres sur ce sujet au cours des prochains GT.

En fin de CTM, les seules questions diverses ont été posées par la CFTC et l'UNSA :

- Douane : le représentant de la DGDDI a rappelé le nombre de GT et de CT qui se sont tenus sur le PSD et a annoncé que la DGDDI appelait à reprendre le dialogue.
- DGFIP: La prime accueil est un enjeu majeur pour la DGFIP , le 12 mars se tiendra un GT qui présentera le dispositif de la prime accueil qui devrait être mise en œuvre au printemps 2014.
- Ubifrance : le rapprochement AFII est inéluctable , les institutions de l'établissement Ubifrance seront consultées prochainement.
- ONP : le Ministère est dans l'attente d'une décision du Premier Ministre sur un rapport qui sera présenté mi-mars.
- Fiscalisation de la protection sociale complémentaire, pour le moment, nous ne sommes pas concernés .
- Jour de carence, il est bel et bien supprimé au 1er janvier 2014 et le dispositif de remboursement est opérationnel.